

**PRO-SUD**

# **INTÉGRATION SUD**

Année 2015



PARTIE I

## Résumé des entretiens avec les commissions consultatives communales d'intégration

Syndicat PRO-SUD

12, avenue du Rock'n'Roll  
L-4361 Esch-sur-Alzette  
Tél. : 26 17 97 1 | Fax : 26 17 97 777  
prosud@prosud.lu | www.prosud.lu



## PRÉAMBULE

**28 mai 2015 :** le rapport du Bureau PRO-SUD indique que « l'idée que PRO-SUD pourrait être appelé à jouer un rôle de coorganisateur des prochaines assises régionales SUD a été retenue ». Cet élément fait suite à la rencontre au printemps 2014 entre les responsables du syndicat, l'ASTI et M. Dan Codello, président de la CCCI Esch-sur-Alzette .

**12 novembre 2014 :** La cellule de management régional propose au Bureau une démarche à mettre en œuvre pour l'organisation de futures assises. Le rapport précise que « le Bureau prend note de l'approche retenue par la plateforme « Intégration SUD » « et notifie « que les décisions devront être sous la régie de PRO-SUD en associant dans la mesure du possible tous les acteurs œuvrant dans le secteur social. »

**13 novembre 2014 :** Un email est envoyé aux présidents et secrétaires des CCCI du Sud pour leur faire part de la décision de PRO-SUD de jouer un rôle de coorganisateur des prochaines assises régionales SUD et pour leur soumettre une liste de personnes de contacts que les salariés de PRO-SUD souhaitent rencontrer jusqu'à fin février 2015.

## PERSONNES RENCONTRÉES

COMMUNE	Personnes rencontrées	Fonction   Service	Date
Bettembourg	Déborah SEMEDO	Secrétaire CCCI	3.12.2014
Differdange	Maurice LENTZ	Secrétaire du CCCI (joint par tél.)	9.12.2014
Differdange	Sing-Loon CHEUNG	Service égalité des chances	26.01.2015
Dudelange	Claudia DALL'AGNOL / François OLIVIERI / Bracaj ANOLA	Présidente CCCI / Secrétaire CCCI / Projet Ensemble	02.03.2015
Esch-sur-Alzette	Dan CODELLO / Marc LIMPACH / Laura ZUCCOLI / Marc FABER	Président CCCI / Secrétaire CCCI / ASTI	27.11.2014
Esch-sur-Alzette	Nicole JEMMING	Chargée à l'égalité des chances	23.01.2015
Käerjeng	Elvire GASPAR	Secrétaire CCCI	16.12.2014
Kayl	Paulo PAIVA DOS SANTOS	Président CCCI	Annulé
Mondercange	Jeff DECKER	Coordinateur sportif	17.12.2014
Pétange	Cátia GONCALVES / Laurent COOS	Présidente CCCI / Secrétaire CCCI	02.03.2015
Rumelange	Romain LOES	Secrétaire CCCI	27.02.2015
Sanem	Denis BRONZETTI / Dan Cardarelli	Président CCCI / Secrétaire CCCI	28.01.2015
Schifflange	Guy FEHR / John SCHLENTZ	Président CCCI / Secrétaire CCCI	18.12.2014

## OBJECTIF

L'objectif des interviews était d'avoir matière à préparer aux mieux de futures assises régionales de l'intégration tout en nouant des premiers contacts importants. Il était nécessaire de :

- compléter la **connaissance des actions d'intégration** réalisées ou projetées par les communes,
- dégager les **besoins et les interrogations en commun**,
- recenser les communes intéressées à élaborer un **plan communal d'intégration** (outil proposé par le Syvicol).

L'analyse des données collectées doit permettre à PRO-SUD d'arrêter des choix en vue de poursuivre son action sur le thème de l'intégration.



## SYNTHESE DES ENTRETIENS

---

La synthèse s'appuie sur un dossier d'une trentaine de pages de notes prises à vif lors des entretiens. Elle ne reprend pas l'ensemble des vues mais fait ressortir les idées partagées par le plus grand nombre.

### Actions

- Les actions réalisées ou projetées par chaque commune sont reprises dans un document annexe. Le listing est susceptible d'être complété ou actualisé à tout moment selon les corrections qui nous parviendront.  
Les initiatives communales ont été classées en six catégories : l'intégration par la formation, l'échange interculturel, la communication, la participation, le sport, la transversalité.
- La fête interculturelle, la sensibilisation des étrangers européens à s'inscrire sur les listes électorales, les cours de langue ou encore l'accueil des nouveaux arrivants sont des actions organisées dans la quasi-totalité des communes du Sud.
- Peu de nouvelles actions innovantes qui ne soient pas déjà connues et présentées lors des assises nationales ou régionales (ex. : Coaching à Bettembourg, Tandem à Dudelange, intégration par le sport pour les enfants à Mondercange...). On soulignera cependant à Differdange l'ouverture du centre d'orientation pour étrangers et l'embauche d'un chargé à l'intégration et aux handicaps.

### Besoins : tournent autour de l'échange d'expérience et non du développement de projets régionaux.

- Les communes réagissent chacune de manière différentes selon leurs expériences, leurs moyens humains, et selon la volonté politique qui anime la commune sur cette question de l'intégration. La diversité des situations locales a généré une richesse d'initiatives et il est difficile de trouver une typologie des communes. Pour certaines communes, l'intégration est une problématique quotidienne où faire un pas vers les étrangers est naturel, alors que d'autres communes estiment que c'est aux étrangers « de faire le premiers pas ». Au final, le donnant-donnant est de mise.

Globalement les CCCI ne cherchent pas forcément à faire plus mais à faire mieux et à consolider ce qui se fait déjà à une échelle communale. Les idées qui ressortent le plus sont les suivantes :

- Trouver les solutions pour motiver les étrangers à participer aux actions proposées (excepté les fêtes qui attirent du monde en général) et à développer le sens de l'associatif. Réflexion à mener sur la communication et les supports utilisés.
- Trouver des solutions pour motiver davantage les étrangers européens à s'inscrire sur les listes électorales. Beaucoup de moyens sont mis en œuvre par les communes mais le résultat est souvent décevant. Peu de personnes viennent s'inscrire.
- Excepté certaines CCCI, la majorité des personnes ne cherchent pas à travailler ensemble à une échelle intercommunale mais à connaître les actions des autres municipalités pour améliorer leurs propres actions communales. Une idée avancée : Mettre en ligne sur le web les comptes-rendus et les coordonnées des CCCI du SUD serait un moyen simple de répondre aux premières attentes de plusieurs communes. Les personnes pourraient se contacter directement si elles veulent en savoir davantage sur un projet en particulier.



- Savoir créer des liens forts avec les associations qui sont des relais indispensables sur le terrain (CCCI-Associations-Habitants). En effet, participer à la vie communale permet une intégration plus rapide. Mais le monde associatif a du mal à recruter.
- Chaque commune fait selon ses moyens humains. Certaines communes ne peuvent compter que sur les membres de la CCCI et du secrétaire. D'autres disposent d'un équivalent temps plein attaché au service de l'égalité des chances. Seul Differdange compte un chargé à l'intégration depuis 2015. Il n'existe pas de service dédié spécialement à l'intégration dans les communes.

C'est la raison essentielle pour laquelle se lancer dans des actions intercommunales n'est pas une priorité. Gérer des projets d'intégration demande du temps pour être menés efficacement, il faut être régulièrement sur le terrain avec les populations ciblées. S'appuyer sur les associations locales pour faire ce travail est primordial.

Certaines communes qui ont mis en place un projet spécifique bénéficient cependant d'une personne attitrée pour laquelle l'État participe entre 50 et 75 % (coordinateur pour le projet Ensemble à Dudelange ou l'action sportive à Mondercange).

- D'où l'intérêt de mettre en place une politique transversale de l'intégration au sein de chaque mairie. La politique de l'intégration pour être efficace et transversale doit être portée par le collège échevinal qui met les moyens à disposition s'accordent à dire la majorité des personnes interviewées (politique volontariste). La CCCI n'a finalement qu'un rôle consultatif.
- Une commune a émis l'idée de développer un glossaire du vocabulaire de l'intégration pour que chacun identifie mieux ce terme. Une occasion de définir aussi les valeurs luxembourgeoises à inculquer aux immigrants pour permettre une bonne intégration.

#### Les attentes par rapport à de futures assises régionales de l'intégration

- L'ensemble des communes aspirent tout simplement à prendre connaissance des actions des autres communes ce qui suffirait à les satisfaire. La majorité des communes sont davantage intéressées par l'échange d'expérience pour mener à bien leurs propres projets que par créer les liens avec les CCCI pour monter des projets ensemble.
- Plusieurs communes seraient intéressées par des débats sur des sujets précis (ex. : L'intégration dans les écoles ou maisons relais). Une occasion pour inviter une personnalité. Cela permettrait de motiver les membres des CCCI à se déplacer alors que leur emploi du temps est déjà bien chargé.
- La majorité des communes s'accordent à dire qu'organiser des assises régionales tous les ans autour de l'échange de bonnes pratiques serait inutile car les actions à présenter ne seraient pas renouvelées.
- Une commune a proposé de faire venir une personne témoignant de son intégration réussie pour montrer aussi ce qui fonctionne bien.

#### Plan communal d'intégration

- Esch-sur-Alzette et Bettembourg se lancent dans un PCI, les mêmes communes ayant réalisé jadis un pacte d'intégration. Elles ne s'orientent pas vers un PCI intercommunal car estiment que chaque commune doit gérer ses problématiques.
- Pétange et Dudelange sont en cours de réflexion sur la question.
- Käerjeng, Mondercange, Rumelange et Schifflange n'envisagent pas d'élaborer un PCI par manque d'expérience sur la question de l'intégration ou de moyens humains.
- Quant à Differdange et Sanem, réaliser un PCI les intéresse mais ce n'est pas une priorité pour le moment.



## Estimation des budget annuel des CCCI

(hors subsides éventuels ni budgets annexes consacrés à la communication, cours de langues...)

9 CCCI ont communiqué leur enveloppe budgétaire pour l'année 2015. Elle varie selon la politique d'intégration menée et la taille démographique de la commune. Les sommes oscillent entre 5 000 € et 110 000 € mais la majorité des CCCI dispose de moins de 10 000 €. Une commune n'a pas de budget propre pour la commission d'intégration.

## Décision du Comité – 17 mars 2015

Sur base des résultats de ces interviews, PRO-SUD confirme l'idée de vouloir lancer en 2016 un échange au niveau régional sous forme d'assises d'intégration avec l'intervention d'experts luxembourgeois et éventuellement étrangers en partenariat avec le ministère de la Famille et de l'Intégration.



INTÉGRATION SUD

Novembre 2014 – Mars 2015

PRO-  
SUD